



Commission économique pour l'Europe**Comité de l'énergie durable****Groupe d'experts de la classification des ressources****Neuvième session**

Genève, 24-27 avril 2018

**Rapport du Groupe d'experts de la classification
des ressources****I. Introduction**

1. La neuvième session du Groupe d'experts de la classification des ressources s'est tenue du 24 au 27 avril 2018¹.
2. Le présent rapport résume les débats sur les travaux du Groupe d'experts qui ont eu lieu à sa neuvième session. Tous les documents et exposés présentés à cette session peuvent être consultés sur le site Web de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

II. Participation

3. Ont participé à la session des experts des États membres de la CEE ci-après : Albanie, Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Canada, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.
4. Ont participé à la session, conformément à l'article 11 du mandat de la Commission, des experts des pays ci-après : Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Koweït, Madagascar, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Philippines, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République du Congo, Soudan, Tchad et Thaïlande.
5. Étaient présents, parmi les organismes et institutions spécialisées du système des Nations Unies, des représentants de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Ont également participé à la session des membres de Commission européenne, représentée par la Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de

¹ Les documents officiels de la session peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://documents.un.org/>. Les documents non officiels et les exposés présentés en séance peuvent être consultés sur le site Web de la CEE, à l'adresse : <https://www.unece.org/index.php?id=47092>.



l'entrepreneuriat et des PME (Direction générale GROWTH) de la Commission européenne, la Direction générale de la recherche et de l'innovation, la Direction générale Eurostat et l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) Raw Materials. Des représentants de la Commission de l'Union africaine y ont également assisté.

6. Les organisations internationales ci-après étaient représentées : Centre africain des ressources minérales et des géosciences, EuroGeoSurveys (EGS), Agence internationale de l'énergie (AIE), Forum international de l'énergie, Société financière internationale (SFI) – Groupe de la Banque mondiale, Organisation internationale des énergies durables (ISEO) et Organisation des services géologiques africains.

7. Ont aussi participé à la session des représentants des organisations non gouvernementales ci-après : American Institute of Professional Geologists (AIPG), Asabe Shehu Yar'Adua Foundation, Association de l'Éducation Environnementale pour les Futures Générations (AEEFG), Bureau pour la croissance intégrale et la dignité de l'enfant, Centre de droit international du développement durable (CDIDD), Centre for Mineral Technologies (CETEM), Committee for Mineral Reserves International Reporting Standards (CRIRSCO), CR-Network Ghana, Entwicklungsfonds Seltene Metalle (ESM) Foundation, European Association of Geoscientists and Engineers (EAGE), Fédération européenne des géologues, Forum européen des personnes handicapées, Federation of European Materials Societies (FEMS), Foundation ZAR, Fraunhofer Institute, Société géologique de l'Afrique (GSA), Institute of Management Accountants (IMA), International Geothermal Association (IGA), International Association for Political Science Students, Commission environnement et énergie de la Chambre de Commerce internationale (CCI), Union internationale des sciences géologiques (UISG), Jeunes Volontaires au Service du Monde, Knowledge Transfer Network Ltd., MindMe International, Nature Cares, OASIS Association, PETRAD, Regional Center for International Development Corporation, Scientific Youth Forum for the Renaissance of Community, SEG Civil Society Support Center, Society of Petroleum Engineers (SPE), Society of Petroleum Evaluation Engineers (SPEE), The Geneva Consensus Foundation, Union des Amis Socio Culturels d'Action en Développement (UNASCAD), World Resources Forum Association (WRFA) et Conseil mondial du pétrole.

8. Le secteur privé était représenté par des experts de plus de 50 entreprises. En outre, les milieux universitaires étaient représentés par des experts de 20 universités et instituts.

III. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/1

9. L'ordre du jour provisoire figurant dans le document ECE/ENERGY/GE.3/2018/1 a été adopté sans modification.

IV. Élection du Bureau (point 2 de l'ordre du jour)

10. Le Groupe d'experts a élu pour un mandat de deux ans un Bureau qui prendra ses fonctions à la fin de la neuvième session.

11. Le Bureau se compose des membres suivants : David MacDonald (États-Unis d'Amérique) en qualité de Président, Igor Shpurov (Fédération de Russie) en qualité de premier Vice-Président, et Nurangiz Farajullayeva (Azerbaïdjan), Kjell Reidar Knudsen (Norvège), Hubert Schwarz (Pologne), Radoslav Vukas (Serbie), Mucella Ersoy (Turquie), Bradley Van Gosen (États-Unis d'Amérique), Hussein Allaboun (Jordanie), Tunde Arisekola (Nigéria), Milan Grohol (Commission européenne, Direction générale GROWTH), Frank Mugenyi (Commission de l'Union africaine), Fatih Birol (AIE), Roger Dixon (CRIRSCO), Gioia Falcone (IGA), Bernard Seiller (SPE), Adichat Surinkum (Comité de coordination des programmes de sciences de la terre en Asie de l'Est et du Sud-Est), Adrienne Hanly (AIEA), Michael Neumann (Fédération européenne des géologues), Zoltán Horváth (EGS), Roberto Sarudiansky (Organisation latino-américaine)

des mines (OLAMI) et Alistair Jones (Groupe consultatif technique du Groupe d'experts de la classification des ressources) en qualité de Vice-Présidents.

12. La Suède a précisé qu'elle entérinerait la candidature d'Erika Ingvald (Geological Survey of Sweden), en temps voulu. Le Groupe d'experts a consenti à ce que M^{me} Ingvald rejoigne le Bureau en qualité de Vice-Présidente dès réception de la candidature officielle de la Suède.

13. Le secrétariat de la CEE a précisé que des personnes désignées par des instances non gouvernementales ou par des États non membres de la CEE pouvaient se porter candidates à l'élection au Bureau mais que toutes les candidatures devaient être approuvées par le Bureau en fonction avant l'élection.

14. Le Groupe d'experts a noté avec satisfaction le travail accompli par le Bureau élu à la septième session et a remercié pour leur dévouement, leur temps et leur contribution les membres sortants, à savoir Karin Ask (Statoil), David Elliott (Geosgil Consulting), Michael Lynch-Bell (KAZ Minerals), James (Jim) Ross (expert indépendant), Dominique Salacz (SPEE et Evolution Resources), Daniel Trotman (EY) et Narendra Verma (ONGC Videsh).

V. Observations liminaires (point 3 de l'ordre du jour)

15. La Secrétaire exécutive de la CEE a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a souligné les obstacles actuels au progrès de l'humanité tels que l'augmentation de la population, la limitation des ressources et les changements climatiques et affirmé que dans le monde globalisé et interconnecté dans lequel nous vivons, des solutions pouvaient être trouvées pour les surmonter. De nouvelles approches, méthodes et initiatives sont partagées, et transforment le monde. Alors que l'on redoutait l'épuisement des sources d'énergie et des matières premières, on connaît aujourd'hui une abondance nouvelle. Les sources d'énergie renouvelables qui, il y a quelques années encore, ne se voyaient pas accorder une grande importance, sont en train de s'imposer. Des obstacles de taille restent cependant à surmonter. Les changements climatiques continuent de menacer de nombreuses populations. Les ressources terrestres, forestières et en eau, qui dépendent grandement du climat, sont fortement limitées. La désertification est une réalité dans de nombreuses régions du monde et a des conséquences néfastes non seulement sur la terre et l'eau, mais également sur les disponibilités alimentaires. L'innovation et la transformation technologique permettront toutefois de relever les défis qui se posent. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), qui appelle à transformer notre monde, est en soi un signe d'optimisme. En conclusion, la Secrétaire exécutive de la CEE a déclaré que le Groupe d'experts était bien placé pour participer à ce dialogue sur la transformation et souligné que la gestion durable des ressources était essentielle à la réalisation des objectifs du Programme 2030. Il est plus urgent que jamais de faire de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (CCNU) un outil permettant aux pays et au secteur industriel de gérer leurs ressources de manière plus durable.

16. Le Président a souhaité la bienvenue aux participants, notant la participation accrue d'États, d'organisations internationales, d'associations professionnelles, et de représentants des milieux industriel et universitaire.

17. Le Président a appelé l'attention sur le projet de conclusions et de recommandations diffusé avant la réunion, en précisant qu'il s'agissait d'une méthode de travail adoptée précédemment par le Groupe d'experts et qui était conforme aux Lignes directrices relatives aux procédures et pratiques des organes de la CEE, adoptées par la CEE à sa soixante-cinquième session, en avril 2013. Il a souligné que ce projet de conclusions et de recommandations ne préjugait en aucun cas des débats, et qu'il était au contraire destiné à les faciliter. Le Groupe d'experts est convenu d'examiner et d'approuver les conclusions au fur et à mesure de l'examen des points de l'ordre du jour, plutôt que de les examiner en bloc à la fin de la réunion.

18. Le Président a fait savoir que lui-même et bon nombre des vice-présidents ainsi que d'autres membres du Groupe d'experts avaient présenté des exposés à l'occasion de plusieurs conférences et ateliers concernant les ressources minérales, le pétrole et les

énergies renouvelables dans le monde entier, ce qui avait permis de mieux faire comprendre les modalités d'application et les avantages de la CCNU.

19. Depuis la huitième session, le Bureau avait tenu huit audioconférences et une réunion et procédé à un échange régulier de correspondance par courriel. Les procès-verbaux des réunions du Bureau pouvaient être consultés sur le site Web de la CEE.

20. Le Président a remercié les membres du Bureau et leurs suppléants pour leur travail, leur temps et leur participation depuis la huitième session. Il a également remercié les présidents et les membres de tous les sous-groupes du Groupe d'experts de la classification des ressources, à savoir : le Groupe consultatif technique, le Groupe de travail chargé des ressources minérales, le Groupe de travail chargé du pétrole, le Groupe de travail chargé des ressources en combustibles nucléaires, le Groupe de travail chargé des projets d'injection, le Groupe de travail chargé des énergies renouvelables, le Sous-Groupe de l'énergie géothermique, le Sous-Groupe de la bioénergie, le Sous-Groupe de l'énergie solaire, le Sous-Groupe de l'énergie éolienne, le Groupe de travail chargé des ressources anthropiques, le Groupe de travail chargé des aspects commerciaux, le Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable, le Groupe de travail chargé de la dotation en ressources, le Groupe de travail chargé des communications, l'Équipe spéciale chargée de la révision de la CCNU, l'Équipe spéciale chargée des aspects sociaux et environnementaux et l'Équipe spéciale chargée des personnes compétentes. Il a relevé que les membres du Bureau et de tous les sous-groupes constituaient un corps de plus de 200 experts travaillant à la promotion et à la poursuite du développement de la CCNU sur une base volontaire, entre les sessions annuelles du Groupe d'experts et au cours de celles-ci.

21. Le Président a brièvement résumé l'état d'avancement de la CCNU et les progrès accomplis en ce qui concerne les résultats attendus du plan de travail pour 2018-2019.

VI. Atelier sur la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (point 4 de l'ordre du jour)

22. Le Président a fait le point sur l'atelier qui s'est tenu le 24 avril 2018, lors duquel des présentations ont été faites sur la CCNU et la transformation requise au regard du Programme 2030. Afin de s'adapter aux nouvelles exigences, la CCNU devra s'intéresser davantage aux questions liées à l'acheminement et à la gestion des ressources. Certaines caractéristiques de cette transformation ont été abordées dans le cadre de présentations relatives aux aspects sociaux et environnementaux, à la réalisation des objectifs de développement durable et à la gestion des ressources minérales et pétrolières ainsi que des énergies renouvelables. Une session extraordinaire de l'atelier a permis de réunir EIT RawMaterials, ESM Foundation et le Mining the European Anthroposphere (MINEA) Project de la Coopération européenne en science et technologie (COST). Cent vingt-cinq personnes ont assisté à l'événement, dont 25 femmes. Le programme final et les exposés présentés lors de l'atelier peuvent être consultés sur le site Web de la CEE².

23. Les participants se sont dits intéressés par une réédition de cette rencontre à l'occasion de la dixième session du Groupe d'experts. Celui-ci a chargé le secrétariat d'organiser d'autres activités de formation de cet ordre.

VII. Activités et priorités du Comité de l'énergie durable et questions portées à l'attention du Groupe d'experts de la classification des ressources (point 5 de l'ordre du jour)

24. Le Directeur de la Division de l'énergie durable de la CEE a fait le point sur les résultats pertinents de la vingt-sixième session du Comité de l'énergie durable, qui s'est tenue en septembre 2017. Le Comité a salué les progrès accomplis, depuis sa

² <http://www.unece.org/index.php?id=41248>.

vingt-cinquième session, par le Groupe d'experts dans la réalisation des activités qui lui avaient été confiées et du plan de travail pour 2016-2017, et en particulier, le travail important entrepris pour élargir l'application de la CCNU aux énergies renouvelables et aux ressources d'origine anthropique. Le Comité a approuvé le changement de nom de l'instrument, désormais dénommé « Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (CCNU) ». Il a également approuvé le plan de travail du Groupe d'experts pour 2018-2019.

25. À sa vingt-sixième session, le Comité a approuvé les documents suivants :

- a) Plan de travail du Groupe d'experts de la classification des ressources pour 2018-2019 ; et
- b) Spécifications pour l'application de la CCNU aux ressources bioénergétiques.

26. Le Comité a pris note de l'importance accrue de la gestion des déchets dans les objectifs de développement durable et a prié le Groupe d'experts d'étudier la possibilité d'élaborer des lignes directrices et des pratiques optimales pour la gestion des projets de récupération d'énergie et de matériaux à partir de déchets.

27. Le Directeur a également appelé l'attention sur la nature transversale des activités menées par la Division de l'énergie durable et a encouragé le Groupe d'experts à travailler et à collaborer avec d'autres groupes d'experts lorsque les synergies étaient évidentes. Il a donné un aperçu des travaux menés sur la gestion du méthane, des activités portant sur l'élaboration de normes élevées pour les bâtiments et du projet intitulé « Moyens de promouvoir l'énergie durable ». Il a encouragé une coopération étroite avec le Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon et a demandé que des lignes directrices soient élaborées pour ce type de méthane.

28. Le Directeur a souligné que la gestion durable des ressources était dorénavant l'un des domaines prioritaires de la CEE et que par conséquent, les travaux du Groupe d'experts revêtaient une importance accrue. La transformation de la CCNU en un système global de gestion des ressources était l'un des domaines sur lesquels le Groupe d'experts pourrait se centrer à l'avenir.

29. Le Directeur s'est félicité de l'accent mis par l'ensemble des groupes de travail et équipes spéciales sur la transformation de la CCNU en un système global de gestion des ressources. Il a également noté que la plupart des groupes de travail étaient en train de concevoir et de proposer des idées de projet destinés à être financés au moyen de ressources extrabudgétaires. Il a souligné que les travaux du Groupe d'experts s'étaient considérablement étendus, de sorte que bon nombre des activités figurant dans le plan de travail pour 2018-2019 ne pourraient être menées à bien qu'avec l'appui de fonds extrabudgétaires.

30. Le projet intitulé « Moyens de promouvoir l'énergie durable », mené sous la direction du Comité de l'énergie durable, représente une occasion unique pour le Groupe d'experts d'explorer la mesure dans laquelle la gestion des ressources concourt à une énergie durable. Le Groupe d'experts a demandé à participer directement au projet au fur et à mesure de son évolution au cours de l'exercice biennal. Il souhaiterait, en particulier, apporter son expérience sur les questions environnementales et sociales. Il a été décidé, à cette fin, de désigner un vice-président pour représenter le Groupe d'experts dans le cadre du projet.

VIII. Rôle de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources dans la gestion de l'avenir du paysage socioéconomique et technologique de l'énergie et des matières premières (point 6 de l'ordre du jour)

31. Le Directeur de la Division de l'énergie durable a fait un exposé sur les grandes tendances mondiales et les technologies qui sont le moteur de la transformation à l'œuvre dans les secteurs de l'énergie et des matières premières. Ses remarques sur les incidences

des prochaines transitions : décarbonisation, dématérialisation et numérisation portaient sur les changements induits par le Programme 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Il a souligné que cela exigeait une transformation de la CCNU et que le Groupe d'experts devait se centrer sur l'élaboration d'un système global de gestion des ressources pouvant contribuer à améliorer l'efficacité systémique de la production des ressources et la performance environnementale.

32. Le Secrétaire général de la Fondation internationale de l'énergie, Sun Xiansheng, a fait un exposé sur « Trouver un juste équilibre entre croissance et transitions – Défis qui se posent et occasions à saisir en matière de sécurité énergétique ». Il a noté que les combustibles fossiles représenteront toujours entre 61 % et 78 % du mix énergétique d'ici à 2040, mais que les nouvelles technologies pourraient réduire cette dépendance de 38 % d'ici à 2050. On pourrait parvenir à un équilibre – 50 % de combustibles fossiles et 50 % d'énergies renouvelables – avant 2050. À cette fin, la coopération en matière de politiques et la coopération technologique seront fondamentales.

33. Nick Stansbury, gérant de fonds chez Legal & General Investment Management, a fait un exposé sur les investissements au service de la transition énergétique. Il a mis l'accent sur les capitaux supplémentaires qui seront nécessaires pour financer la transition énergétique, qui pourraient être de l'ordre de 32 000 milliards de dollars. Il a indiqué qu'un changement était à l'œuvre dans le débat et qu'il était nécessaire d'intégrer les changements d'orientation et de mesurer les incidences futures aujourd'hui. Il a ajouté qu'il importait de prévoir l'avenir de l'énergie pour faire face aux incertitudes quant aux investissements.

34. Le premier Vice-Président du Groupe d'experts et Directeur général de la Commission nationale des réserves minérales de la Fédération de Russie (GKZ), Igor Shpurova, a fait un exposé sur les nouvelles modalités d'application de la CCNU en vue d'une harmonisation des relations entre l'État et les investisseurs dans les pays producteurs. Il a déclaré que les mesures visant à attirer les investissements dans l'innovation, comme « l'exploitation minière numérique » ou l'utilisation d'un système de traitement intelligent dernier cri et de l'intelligence artificielle pour optimiser les procédures d'évaluation, de récupération et de gestion des ressources, bénéficieraient grandement d'un système tel que la CCNU. Il a noté que la révision du système de classification des réserves minérales de la Fédération de Russie assurera une pleine cohérence avec la CCNU. Il a également souligné la nécessité de créer une institution mondiale de personnes compétentes accréditées par une communauté d'experts à l'échelle mondiale.

35. Le Directeur du Département des ressources minérales mondiales de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), Georgy Krasnyansky, a donné des précisions sur la Conférence relative à la classification des ressources, qui se tiendra à la MGIMO (Fédération de Russie) les 30 et 31 mai 2018.

IX. Développement, gestion et application de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (point 7 de l'ordre du jour)

Document(s) : EGRC-9/2017/INF.2 – Document de séance non officiel : Technical Advisory Group Annual Report 2017-2018, *en date du 23 avril 2018*

36. Le Président du Groupe consultatif technique, Alistair Jones, a fait le point des progrès réalisés dans le développement, la gestion et l'application de la CCNU en vue d'une gestion durable des ressources depuis la huitième session. Il a indiqué que le Bureau avait entériné la reconstitution du Groupe en avril 2017. Le Groupe consultatif technique assurera la coordination de tous les groupes de travail sectoriels et sera représenté par les présidents de ces groupes.

37. Les membres du Groupe consultatif technique sont : Alistair Jones (Président), Karin Ask, (Présidente du Groupe de travail chargé des projets d'injection), Frank Denelle (Président du Groupe de travail chargé des énergies renouvelables), Adrienne Hanly (Présidente du Groupe de travail chargé des ressources en combustibles nucléaires), Sigurd Heiberg (Président du Groupe de travail chargé des aspects commerciaux), Ulrich Kral

(Président du Groupe de travail chargé des ressources anthropiques), Michael Neumann (Président du Groupe de travail chargé des ressources minérales), Satinder Purewal (Président du Groupe de travail chargé du pétrole), le Président du Groupe d'experts et le Secrétaire du Groupe d'experts.

38. Le Groupe d'experts a remercié les membres du Groupe consultatif technique pour leurs travaux et leur soutien et a exprimé sa gratitude aux membres sortants : Andrew Barrett, Vera Bratkova, Jan Bygdevol, Roger Dixon, John Etherington (Président), Dominique Salacz, Alexander Shpilman et Bradley Van Gosen.

39. Le Groupe d'experts a pris note des travaux menés par le Groupe consultatif technique pour coordonner les activités de tous les groupes de travail sectoriels et lui a recommandé de continuer à fournir un appui technique et de procéder à des examens aux fins de l'élaboration et de la révision des spécifications, des documents-relais et des directives.

a) Minéraux

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/8 – Draft proposal on developing specifications and guidelines for classification and subsequent management of mineral inventories, *en date du 6 avril 2018*

40. Le Président du Groupe de travail chargé des ressources minérales, Michael Neumann, a fait le point sur les activités du Groupe. Celui-ci a été établi en 2017 pour donner suite à la recommandation faite par le Groupe d'experts, à sa huitième session, de créer un groupe de travail pour examiner l'élaboration de nouvelles spécifications, lignes directrices et études de cas concernant l'application de la CCNU aux ressources minérales. Le Groupe de travail a élaboré un projet de proposition portant sur l'élaboration de spécifications et de directives supplémentaires et adaptées aux objectifs de développement durable se rapportant à un système de gestion des ressources minérales. Le champ couvert par les activités du groupe sera tel que des fonds extrabudgétaires seront nécessaires pour assurer de la plupart des tâches.

41. Les membres du Groupe de travail chargé des ressources minérales sont : Michael Neumann (Fédération européenne des géologues et Président du Groupe), Anne Allendorf-Schicht (K-UTECH), Ruth Allington (Pan-European Reserves and Resources Reporting Committee (PERC)), Arda Arcasoy (consultant), Gerlee Bayanjargal (CRIRSCO), Phil Broadhurst (consultant), Roger Dixon (CRIRSCO), Martin Fairclough (AIEA), Hendrik Falck (Association géologique du Canada), Johan Gotsis (SST Aachen), Karen Hanghoj (EIT RawMaterials), Markku Iljina (Geoconsulting), Aaron Johnson (AIPG), Jan Kosmol (Agence allemande de l'environnement), Kaj Lax (Geological Survey of Sweden), Mark Mihalasky (Service géologique des États-Unis (USGS)), Sandor Mulsov (Autorité internationale des fonds marins (AIFM)), Yuqing Niu (Beijing Research Institute of Chemical Engineering and Metallurgy (BRICEM)), Gbenga Okunlola (GSAf), Anke Penndorf (K-UTECH), Bob Ring (ANSTO-Minerals), Bernd Schürmann (consultant), Luis Sobral (CETEM Brésil), Ernst-Bernhard Teigler (DMT), Harikrishnan Tulsidas (CEE) et Micha Zauner (UIT/General Atomics).

42. Andreas Hucke, du DMT et représentant du projet d'homologation des chaînes de récupération des ressources minérales (Certification of Mineral Resource Recovery Chains (CERA)), a donné un aperçu du projet CERA.

43. Le Groupe d'experts a pris note des travaux du Groupe de travail chargé des ressources minérales et de la proposition d'établir un système global de gestion assorti de spécifications et de directives pertinentes fondées sur la CCNU s'appliquant à l'ensemble des ressources minérales, comme prévu dans le document ECE/ENERGY/GE.3/2018/8. Il a demandé au Groupe de travail de coopérer avec le Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable afin de comprendre les caractéristiques et la portée d'un outil de gestion intégrée des ressources et la façon dont il pourrait s'appliquer aux ressources minérales. Le Groupe d'experts a en outre demandé au Groupe de travail d'étudier toute modification proposée à la CCNU, d'élaborer une recommandation sur la nécessité éventuelle de procéder à une révision des documents-relais alignés ayant trait aux ressources minérales et de la présenter à la dixième session.

b) **Pétrole**

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/9 – Projet de mécanisme de contribution à l'élaboration de spécifications concernant l'application aux ressources pétrolières de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources : Application de la Classification-cadre des Nations Unies aux ressources pétrolières et à l'ensemble des ressources par les sociétés pétrolières nationales et les autorités de réglementation, aux fins de la gestion intégrée des ressources, *en date du 8 février 2018*

ECE/ENERGY/GE.3/2018/11 – Étude de cas en relation avec le document-relais entre la Classification des réserves et ressources en pétrole et en gaz combustibles de la Fédération de Russie et la Classification-cadre des Nations Unies : champ A en Sibérie occidentale, Fédération de Russie, *en date du 8 février 2018*

44. Le Président du Groupe de travail chargé du pétrole, Satinder Purewal, a fait le point sur les activités du Groupe, qui a été établi en 2017 afin de donner suite à la recommandation faite par le Groupe d'experts, à sa huitième session, de créer un groupe de travail chargé du pétrole pour examiner l'élaboration de nouvelles spécifications, lignes directrices et études de cas concernant l'application de la CCNU au pétrole. Le Groupe de travail chargé du pétrole aspire à être la première source d'informations du Groupe d'experts en matière de connaissances techniques sur le pétrole, l'objectif principal étant d'atteindre les objectifs de développement durable par la mise en œuvre, à l'échelle mondiale, de la CCNU en tant que système global de classification et de gestion des ressources pouvant être utilisé par les diverses entités intéressées aux fins de la prise de décisions sur l'énergie, notamment dans le domaine commercial. Le Groupe de travail chargé du pétrole a pour mission de travailler de manière proactive avec les parties prenantes dans les différents États membres, d'élaborer les spécifications et les directives de la CCNU sur le pétrole, de mener des études pilotes, d'organiser des ateliers de travail, de promouvoir l'adoption de la CCNU dans les pays intéressés et de fournir des conseils sur la réalisation des objectifs de développement durable à l'aide de la CCNU.

45. Satinder Purewal a présenté dans le détail la proposition d'élaborer des spécifications et des lignes directrices, en s'appuyant sur les connaissances actuelles et les informations obtenues dans le cadre des ateliers organisés (ECE/ENERGY/GE.3/2018/9). Il a souligné que des ressources extrabudgétaires seront nécessaires pour garantir l'exécution des tâches en temps voulu.

46. Les membres du Groupe de travail chargé du pétrole sont : Satinder Purewal (Polestar Oil&Gas, Imperial College et Président du Groupe), Andrew Barrett (Geoscience Australia), Vera Bratkova (GKZ), Jan Bygdevoll (Norwegian Petroleum Directorate (NPD)), Simplicio Caluyong (Comité de coordination des programmes de sciences de la terre en Asie de l'Est et du Sud-Est), Narmina Garayeva (consultante indépendante), Olaf Klarner (Fédération européenne des géologues), Ulises Neri (Commission nationale des hydrocarbures du Mexique), Felix Bob Ocitti (Petroleum Authority of Uganda), Dominique Salacz (Evolution Resources), Alexander Shpilman (Institut de recherche de Tyumen), Narendra K. Verma (ONGC Videsh) et Yang Hua (China National Petroleum Corporation (CNPC)).

47. Alexander Shpilman a donné un aperçu de l'étude de cas en relation avec le document-relais entre la Classification des réserves et ressources en pétrole et en gaz combustibles de la Fédération de Russie et la Classification-cadre des Nations Unies (ECE/ENERGY/GE.3/2018/11).

48. Christian Moya, de la Commission nationale des hydrocarbures du Mexique, a décrit en détail les trois phases d'un programme pilote de la CCNU sur les ressources conventionnelles et non conventionnelles du Mexique. Un atelier sur la CCNU aura lieu au Mexique en juin 2018 pour traiter de ces questions.

49. Bernard Seiller, Président du Comité des réserves de pétrole et de gaz de la SPE, a présenté un rapport de situation sur l'actualisation en cours du système de gestion des ressources pétrolières. Le texte révisé doit être publié en juillet 2018.

50. Jim Jenkins, d'Alberta Energy Regulator (Canada), a fait le point sur le Manuel canadien d'évaluation du pétrole et du gaz (*Canadian Oil and Gas Evaluation Handbook*) et sur sa pertinence dans le cadre des travaux sur la CCNU. Il a relevé l'accent mis sur les questions environnementales et sociales et a proposé de donner de plus amples informations à ce sujet à la dixième session du Groupe d'experts.

51. Le Groupe d'experts a pris note des travaux réalisés par le Groupe de travail chargé du pétrole tels que présentés dans la proposition d'élaboration de spécifications et de lignes directrices sur l'application de la CCNU aux ressources pétrolières (ECE/ENERGY/GE.3/2018/9). Il a demandé au Groupe de travail chargé du pétrole de coopérer avec le Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable afin de comprendre les caractéristiques et la portée d'un outil de gestion intégrée des ressources et la façon dont un tel outil pourrait s'appliquer aux ressources pétrolières. Le Groupe d'experts a également pris note de l'étude de cas sur l'application de la CCNU à un projet en Sibérie occidentale (Fédération de Russie) (ECE/ENERGY/GE.3/2018/11) et a demandé au Groupe de travail d'appuyer le développement d'autres études de cas similaires. Il a également demandé au Groupe de travail d'étudier toute modification proposée aux définitions et principes génériques de la CCNU, d'élaborer une recommandation sur la nécessité éventuelle de réviser les documents-relais alignés se rapportant au pétrole et de la présenter à la dixième session.

c) Sources d'énergie renouvelables

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/6 – Draft Specifications for the application of the United Nations Framework Classification for Resources to Solar Energy, en date du 6 avril 2018

52. Le Président du Groupe de travail chargé des énergies renouvelables, Frank Denelle, a fait le point sur les activités du Groupe. La classification des énergies renouvelables fondée sur la CCNU qui est en cours d'élaboration devrait faciliter la planification interne, la prise de décisions en matière d'investissements et l'établissement de rapports externes. Les spécifications génériques pour les énergies renouvelables, ainsi que les spécifications pour l'énergie géothermique et la bioénergie peuvent désormais être utilisées, et un avant-projet de spécifications pour l'énergie solaire a été élaboré.

53. Les membres du Groupe de travail sont : Frank Denelle (Président, expert indépendant), Leïla Ajjabou (INFACT Project), Benoît Charpentier (Total), Raffaella Cristianetti (DuPont), Gioia Falcone (Université de technologie de Cranfield et IGA), Tom Lefeber (Shell), James Primrose (BP Alternative Energy), Bernard Seiller (Total), Jeremy Webb (Challenge Institute) et le Secrétaire du Groupe d'experts.

54. Gioia Falcone, professeure à l'Université de Cranfield, membre de l'IGA et Présidente du Sous-Groupe de travail sur la géothermie, a présenté un bilan de l'application de la CCNU aux sources d'énergie géothermiques. Elle a également fait le point, au nom de l'IGA, sur les activités de cette association liées à la CCNU.

55. Le Groupe d'experts a noté avec satisfaction l'appui direct et en nature fourni par l'IGA, le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique de la Banque mondiale et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) aux travaux sur l'énergie géothermique et à l'application de la CCNU dans ce cadre. Un nouveau projet d'application des spécifications relatives à l'énergie géothermique de la CCNU dans trois pays (un quatrième pourrait s'y ajouter ultérieurement) a été esquissé, l'objectif étant d'évaluer les ressources géothermiques de ces pays et d'introduire ces données dans l'atlas géothermique mondial de l'IRENA.

56. Annamária Nádor, Cheffe de Division chez Mining and Geological Survey of Hungary a fait le point sur la formation relative à la CCNU et sur les études de cas relatives à l'énergie géothermique en Europe centrale et du Sud-Est dans le cadre du projet DARLINGe dans la région du Danube.

57. Les membres du Groupe de travail du Comité des réserves de l'IGA appuient le développement de la CCNU et son application à la géothermie.

58. Le Président du Sous-Groupe de la bioénergie, James Primrose, a communiqué des informations actualisées sur l'application de la CCNU à la bioénergie. Les spécifications relatives à la bioénergie ont été approuvées par le Comité de l'énergie durable en septembre 2017. Il a relevé qu'une étude de cas sur l'application de la CCNU aux ressources bioénergétiques du Brésil figurait dans le Rapport sur la durabilité de BP pour 2017³.

59. Les membres du Sous-Groupe de la bioénergie sont : James Primrose (BP Alternative Energy et Président du Sous-Groupe), Doug Berven (POET), Benoît Charpentier (Total), Raffaella Cristianetti (DuPont), Richard Hamilton (CERES), James Leitheiser (Nike) et Michael McCurdy (Société financière internationale – SFI).

60. Jeremy Webb, du Challenge Institute et Président du Sous-Groupe de l'énergie solaire, a fait le point, par liaison vidéo, sur l'élaboration d'avant-projets de spécification relatifs à l'application de la CCNU à l'énergie solaire (ECE/ENERGY/GE.3/2018/6).

61. Les membres du Sous-Groupe de l'énergie solaire sont : Jeremy Webb (Challenge Institute et Président), Jenny Chase (Bloomberg New Energy Finance), David Donnelly (Mazars LLP), Chris Freear (spécialiste des technologies de la durabilité), Axel Gunaltun (spécialiste indépendant de la classification des sources d'énergie, France), Lado Kurdgelashvili (Université du Delaware), Boris Lopichich (Congrès national du Chili), Vivek Mital (Millennium Resource Strategies Limited), Linus Mofor (CEA), Fred Morse (Abengoa Solar), Yacob Mulugetta (University College de Londres), Kamel Ben Naceur (AIE), Monica Oliphant (Monica Oliphant Research), Carina Paten (CDH Energy Corporation), David Renné (Société internationale de l'énergie solaire), Manajit Sengupta (National Renewable Energy Laboratory (NREL)), Lauren Weir (spécialiste indépendante de la classification des sources d'énergie) et Adrian Whiteman (IRENA).

62. Tom Lefeber (Shell et Président du Sous-Groupe de l'énergie éolienne) a fait le point sur les travaux du Sous-Groupe. Les projets d'élaboration des spécifications concernant l'énergie éolienne ont été présentés.

63. Les membres du Sous-Groupe de l'énergie éolienne sont : Tom Lefeber (Shell et Président), Peter Eecen (ECN Wind Energy), Chris Freear (Université de Canterbury), Taylor Geer (DNV GL), James Manwell (Directeur du Centre de l'énergie éolienne de l'Université du Massachusetts), Sathyajith Mathew (Université du Darussalam), Holger Matthiesen (E.ON), James Primrose (BP Alternative Energy), Daran Rife (DNV GL) et Gorkem Teneler (Verk Enerji Teknolojileri).

64. Frank Denelle a fait le point sur l'état d'avancement des travaux visant à appliquer la CCNU à l'hydroélectricité et à l'énergie marine. Des sous-groupes sont en train d'être établis pour ces deux domaines.

65. Le Groupe d'experts a pris note des travaux du Groupe de travail chargé des énergies renouvelables et de l'élaboration de l'avant-projet de spécifications pour l'application de la CCNU à l'énergie solaire (ECE/ENERGY/GE.3/2018/6). Il a demandé au Groupe de travail d'établir le projet final de spécifications se rapportant à l'énergie solaire pour examen à sa dixième session. Il a en outre demandé au Groupe de travail de poursuivre ses travaux sur l'énergie éolienne et de commencer à élaborer un projet de spécifications propres à l'hydroélectricité et à l'énergie marine.

66. Le Groupe d'experts a noté l'application croissante de la CCNU aux secteurs de l'énergie géothermique et de la bioénergie. Il a demandé au Groupe de travail d'appuyer l'élaboration d'études de cas et d'exemples d'application et de les présenter à la dixième session.

d) Ressources en combustibles nucléaires

67. La Présidente du Groupe de travail chargé des ressources en combustibles nucléaires, Adrienne Hanly, a fait le point sur les travaux du Groupe, notamment sur l'état

³ <https://www.bp.com/en/global/corporate/sustainability/climate-change/case-studies/quantifying-renewable-resources.html>.

d'avancement d'un rapport sur l'application de la CCNU à la gestion des ressources en uranium et en thorium.

68. Les membres actuels du Groupe de travail sont : Adrienne Hanly (AIEA et Présidente), Hussein Allaboun (Jordan Uranium Mining Company (JUMCO)), Tunde Arisekola (Nigerian Geological Survey Agency (NGSA)), Andrew Barrett (Geoscience Australia), Cassius Chiwambo (Malawi), Roger Dixon (CRIRSCO), Michael Haschke (DMT GmbH & Co. KG), Luis Lopez (Commission nationale de l'énergie atomique, Argentine (CNEA)), Bradley Van Gosen (USGS) et le Secrétaire du Groupe d'experts.

69. Julian Hilton (Aleff Group) et Luis López (CNEA, Argentine) ont communiqué des informations actualisées sur le projet de document établi par le Groupe de travail intitulé *Redesigning the uranium resource pathway*. Hussein Allaboun et Jiri Muzak (République tchèque) ont en outre présenté des études de cas portant respectivement sur la Jordanie et la République tchèque.

70. Le Groupe d'experts a recommandé que le Groupe de travail chargé des ressources en combustibles nucléaires présente le projet de rapport sur l'application de la CCNU à la gestion des ressources en uranium et en thorium à la dixième session. Il a demandé au Groupe de travail d'étudier d'éventuelles modifications des définitions et principes généraux de la CCNU et d'établir un rapport sur la nécessité d'élaborer des spécifications et des lignes directrices supplémentaires pour les ressources en combustibles nucléaires en vue de garantir leur gestion durable et de le présenter à la dixième session.

e) Projets d'injection

71. La Présidente du Groupe de travail chargé des projets d'injection, Karin Ask, a fait le point sur les travaux réalisés depuis la huitième session. Elle a présenté trois exemples d'application : i) le projet de longue durée « Snøhvit CO₂ solution » ; ii) la formation d'Utsira dans le secteur norvégien de la mer du Nord, y compris le projet Sleipner ; et iii) la création imminente d'un parc de stockage de gaz naturel aux États-Unis, tel que l'a indiqué l'US Energy Information Administration et sur la base d'informations publiques. Le Groupe de travail déterminera si les spécifications de la CCNU pour les projets d'injection et le système de gestion du stockage des ressources de la SPE sont suffisamment alignés pour être cartographiés.

72. Les membres du Groupe de travail sont : Karin Ask (Statoil et Présidente), Michelle Bentham (British Geological Survey (BGS)), Maren Bjørheim (Direction des ressources pétrolières de Norvège), Simplicio Caluyong (Comité de coordination des programmes de sciences de la terre en Asie de l'Est et du Sud-Est), Scott Frailey (Illinois State Geological Survey), Wolf Heidug (KAPSARC), Martin Hubbig (OMV), Kris Piessens (Institut royal des sciences naturelles de Belgique et Fédération européenne des géologues) et Lesley Seldon (Shell).

73. Le Groupe d'experts a recommandé que des études de cas soient menées par le Groupe de travail pour tester l'application des spécifications de la CCNU relatives aux projets d'injection.

f) Ressources d'origine anthropique

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/5 – Draft Specifications for the application of the United Nations Framework Classification for Resources to Anthropogenic Resources, *en date du 6 avril 2018*

74. Ulrich Kral (Université de technologie de Vienne et Président du Groupe de travail chargé des ressources anthropiques) a fait le point sur le projet de spécifications pour l'application de la CCNU aux ressources d'origine anthropique (ECE/ENERGY/GE.3/2018/5). Il a noté que les spécifications offraient la possibilité d'une normalisation favorisant la transparence et la comparaison des estimations concernant quantités récupérables de matières provenant de sources secondaires. Le projet de spécifications a fait l'objet d'un examen public en juillet et août 2017, et 225 observations ont été reçues.

75. Les membres du Groupe de travail chargé des ressources anthropiques sont : Ulrich Kral (Université de technologie de Vienne et Président), Soraya Heuss-Aßbichler (Ludwig-Maximilians-Universität et Présidente), Sigurd Heiberg (PETRAD), Julian Hilton (Aleff Group), Mark Howson (PERC), Zoltán Horváth (Institut géologique et géophysique de Hongrie (MFGI)), Daniel Müller (Université norvégienne des sciences et de la technologie), Felix Müller (Allemagne), Sandra Müller (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa)), Mark Simoni (Norwegian Geological Survey), Julia Stegemann (University College de Londres), Katalin Szabó (MFGI), Patrick Wäger (Empa), Andrea Winterstetter (Institut flamand de recherche technologique) et Dominik Wittmer (Centre commun de recherche de la Commission européenne).

76. Le Groupe d'experts a pris note des travaux du Groupe de travail chargé des ressources anthropiques et a examiné la version finale du projet de spécifications relatives aux ressources d'origine anthropique (ECE/ENERGY/GE.3/2018/5). Il a approuvé les spécifications pour l'application de la CCNU à ces ressources et, sous réserve que la procédure d'approbation des documents adoptée à la cinquième session du Groupe d'experts (ECE/ENERGY/GE.3/2014/2, par. 97) soit suivie, a recommandé que le Comité de l'énergie durable les approuve.

77. Le Groupe d'experts a en outre demandé au Groupe de travail d'appuyer l'élaboration d'études de cas pour l'application de la CCNU aux ressources d'origine anthropique.

g) Aspects commerciaux et rapport financier

78. Le Président du Groupe de travail chargé des aspects commerciaux, Sigurd Heiberg, a fait le point sur l'élaboration des directives de la CCNU relatives à l'évaluation commerciale des projets.

79. Le Groupe de travail chargé des aspects commerciaux est en cours de constitution. Ses membres actuels sont Sigurd Heiberg (PETRAD et Président), Kathryn Campbell (Sullivan Cromwell LLP) et Danny Trotman (EY).

80. Concernant la communication d'informations financières au sujet des activités liées aux ressources, M^{me} Campbell a mis l'accent sur la divulgation des risques liés à la cybersécurité, les incidences des changements climatiques et le problème persistant de l'acheminement des ressources. M. Trotman a fait observer que le projet visant à établir des normes internationales d'information financière pour les activités extractives était toujours en souffrance.

81. Le Groupe d'experts a recommandé au Groupe de travail d'examiner l'évolution des aspects commerciaux et d'évaluer la façon dont ils sont pris en compte dans la CCNU afin de soutenir l'évaluation commerciale des projets. Il a également recommandé au Groupe de travail d'élaborer des directives visant à faciliter l'évaluation commerciale, y compris des directives sur l'utilisation des catégories de la CCNU, et de les présenter à la dixième session.

h) Autres applications possibles

82. Le Groupe d'experts a noté que l'application de la CCNU au méthane des mines de charbon et aux eaux souterraines continuait de susciter l'intérêt et a demandé au Bureau d'envisager de mettre la question à l'ordre du jour de sa dixième session.

83. Le Groupe d'experts a recommandé que, sous réserve que des volontaires et des fonds extrabudgétaires soient trouvés, le Bureau étudie l'applicabilité de la CCNU à d'autres ressources, telles que le méthane des mines de charbon et les eaux souterraines, et qu'il présente ses conclusions à la dixième session. L'exploitation minière artisanale et de petite échelle mériterait d'être prise en compte pour les caractéristiques uniques qu'elle présente.

84. Le Président de l'Équipe spéciale chargée des personnes compétentes et Président de la Fédération européenne des géologues, Vitor Correia, a fait un exposé sur le projet de référentiel de compétences de la CCNU. Le Groupe d'experts a rappelé qu'il avait établi et

approuvé en 2017 une note d'orientation sur les prescriptions relatives aux personnes compétentes et les options en matière de notification de ressources⁴.

85. Les membres de l'Équipe spéciale chargée des personnes compétentes sont : Vitor Correia (Fédération européenne des géologues et Président), Ruth Alligton (PERC), Oliver Bonham (TG-GGP-IUGS), Gerlee Bayanjargal (CRIRSCO), Frank Denelle (consultant indépendant et Président du Groupe de travail chargé des énergies renouvelables), Roger Dixon (CRIRSCO), Hendrik Falck (Canada), Isabel Fernandez (Fédération européenne des géologues), Aaron Johnson (AIPG), Michael Neumann (Fédération européenne des géologues) et Ed Swindell (Geological Society of South Africa (GSSA)).

86. Afin d'encourager l'utilisation de la CCNU en tant que système de classification et de gestion des ressources naturelles, le Groupe d'experts a demandé à l'Équipe spéciale chargée des personnes compétentes d'actualiser son mandat afin de faciliter la mise en conformité avec les référentiels de compétences existants.

X. Lignes directrices concernant la prise en compte des aspects sociaux et environnementaux dans la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (point 8 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/3 – Projet de lignes directrices concernant la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources, *en date du 8 février 2018*

ECE/ENERGY/GE.3/2018/4 – Prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources : Concepts et terminologie, *en date du 8 février 2018*

87. Michael Lynch-Bell (KAZ Minerals) a présenté, au nom du Président de l'Équipe spéciale chargée des aspects sociaux et environnementaux, un projet de notes d'orientation sur : a) la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la CCNU (ECE/ENERGY/GE.3/2018/3) ; et b) les concepts et la terminologie (ECE/ENERGY/GE.3/2018/4) élaborés par l'Équipe spéciale.

88. Les recommandations formulées portent sur trois questions principales : a) les grandes orientations concernant la prise en compte des aspects sociaux et environnementaux dans la CCNU ; b) l'élaboration de lignes directrices détaillées ; et c) l'éclaircissement du sens des termes relatifs aux facteurs sociaux et environnementaux.

89. Les membres de l'Équipe spéciale sont : David Elliott (Président de Geosgil Consulting), John Atherton (Conseil international des mines et des métaux (CIMM)), Kathryn Campbell (Sullivan Cromwell LLP), Rodrigo Chanes Vicente (EC DG GROWTH), Julio Claudeville (Barrick Argentina), Hockguan Chong (GMP Environmental Consultants, Malaisie), Steve Griffiths (ERC Equipoise Ltd), Sigurd Heiberg (PETRAD), Julian Hilton (Aleff Group), Karen Jenni (USGS), Michael Lynch-Bell (KAZ Minerals), Luis Lopez (CNEA), Sarah Magnus (Afrique du Sud), Luis Martins (Colt Resources), Dennis Mwalongo (Tanzania Atomic Energy Commission (TAEC)), Michael Neumann (Fédération européenne des géologues), Thomas Schneider (Université Ryerson, Canada), Slavko Solar (EGS) et Yang Hua (RIPED, CNPC).

90. Un groupe composé de Michael Lynch-Bell (animateur), Tom Schneider, Yang Hua et Julian Hilton a débattu de l'application des orientations de la CCNU aux aspects sociaux et environnementaux.

91. Le Groupe d'experts a recommandé d'accepter sans modification les lignes directrices concernant la prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans la

⁴ https://www.unece.org/fileadmin/DAM/energy/se/pdfs/UNFC/UNFC-Guidance-Notes/Guidance_Note_on_Compentent_Person_Requirements_and_Options_for_Resource_Reporting.pdf.

CCNU (ECE/ENERGY/GE.3/2018/3), et a demandé qu'elles soient affichées sur le site Web de la CEE et diffusées le plus largement possible.

92. Le Groupe d'experts a demandé aux divers groupes de travail sectoriels d'envisager d'élaborer des directives supplémentaires pour tenir compte des aspects environnementaux et sociaux.

93. Le Groupe d'experts a demandé à l'Équipe spéciale chargée des aspects sociaux et environnementaux d'appuyer l'élaboration d'études de cas et de documents sur les meilleures pratiques pour garantir l'application des orientations, en consultation avec les divers groupes de travail sectoriels.

94. Les concepts et la terminologie figurant dans ECE/ENERGY/GE.3/2018/4 devraient être examinés par l'Équipe spéciale chargée de la révision de la CCNU.

XI. Rôle de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources dans la réalisation des objectifs de développement durable (point 9 de l'ordre du jour)

Document(s) : ECE/ENERGY/GE.3/2018/7 – La Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources au service de la réalisation des objectifs de développement durable – Transformer les ressources naturelles de notre monde : vers une modification profonde de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources ?, *en date du 6 avril 2018*

95. Le Président du Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable, Julian Hilton, a fait le point sur les activités du Groupe. À sa huitième session, le Groupe d'experts avait préconisé la création d'un Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable, qui aurait pour mission d'élaborer des documents visant à favoriser le développement de la CCNU et son utilisation, et ce en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement durable pertinents et d'honorer les engagements pris au titre de l'Accord de Paris.

96. Julian Hilton a précisé que le Programme 2030 marquait le début d'une ère nouvelle en matière de développement mondial. L'ancien discours, construit en langage d'affaires, qui prônait la recherche des gains « économiques, sociaux et environnementaux » à parts égales, a laissé la place à une nouvelle approche consistant à satisfaire les besoins des deux principaux bénéficiaires, « l'humanité » et « la planète », par la réalisation d'un objectif commun : « la prospérité » durable pour tous. C'est de cette transformation dont il est question dans le document de travail « Transformer les ressources naturelles de notre monde : vers une modification profonde de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources ? », dans lequel il est proposé de redéfinir l'objectif fondamental, les principes sous-jacents et les hypothèses de base de la CCNU en fonction des objectifs de développement durable (ECE/ENERGY/GE.3/2018/7).

97. Les membres du Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable sont : Julian Hilton (Aleff Group et Président), Brian Birky (Florida Industrial and Phosphate Research Institute), Jay Choi (Institute of Management Accountants (IMA)), Vitor Correia (Fédération européenne des géologues), Malika Moussaid (Aleff Group), Manzoor Qadir (Université des Nations Unies) et Harikrishnan Tulsidas (CEE).

98. Le groupe a débattu de la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier de la conception de projets d'exploitation des ressources axés sur les résultats et de l'affectation de fonds extrabudgétaires à l'élaboration d'un système intégré de gestion des ressources fondé sur la CCNU. Il a souligné que des concepts judicieux n'attendaient qu'à être testés, et qu'ils pourraient servir de base à la définition de propositions de projets en vue d'un financement extrabudgétaire. Les experts qui ont participé à la réunion sont : Julian Hilton, Scott Foster, Vitor Correia, Jay Choi, Malika Moussaid et Alessandra Hool (ESM Foundation).

99. Le Groupe d'experts a pris note des travaux du Groupe de travail chargé de la réalisation des objectifs de développement durable et a demandé que les recommandations figurant dans le document ECE/ENERGY/GE.3/2018/7 soient examinées par l'Équipe spéciale chargée de la révision de la CCNU.

100. Le Groupe d'experts a demandé au Groupe de travail de continuer d'élaborer des méthodologies et des études de cas axées sur la réalisation des objectifs de développement durable dans le contexte de la gestion des ressources. Il lui a également demandé d'élaborer un programme et des protocoles d'application pilotes ainsi que des objectifs afin de définir de possibles modalités de réalisation des objectifs de développement durable, et de les lui présenter à sa dixième session.

XII. Application de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources dans divers contextes géographiques (point 10 de l'ordre du jour)

Document(s) : EGRC-9/2018/INF.3 – Document de séance non officiel : A guidance for the application of UNFC for mineral resources in Finland, Norway and Sweden

101. Rodrigo Chanes Vicente, Spécialiste des politiques à la Direction générale GROWTH de la Commission européenne, a donné un aperçu des activités en cours dans l'Union européenne (UE) et a souligné la nécessité de disposer, au niveau de l'UE, de données harmonisées sur les matières premières et les matières premières de récupération (déchets miniers, décharges). La CCNU pourrait être appliquée à l'échelle régionale, nationale et de l'UE, et favoriser la transmission et la publication d'informations au niveau de l'UE. Les États membres qui ont recours à des codes de notification des matières premières primaires nationaux pourraient adopter des documents-relais permettant un rapprochement avec la CCNU.

102. Le Président de l'Organisation des services géologiques africains, Alex Nwegbu, a fait un exposé sur la nécessité de renforcer les capacités de gestion des ressources fondées sur la CCNU en Afrique.

103. La Présidente de l'EGS, Teresa Ponce de Leão, a fait le point sur les activités de son organisation. Elle a relevé que les experts en ressources minérales de l'EGS participaient à la classification des ressources au niveau national et qu'ils considéraient la CCNU comme un outil de gestion utile. Ce groupe d'experts dispose d'ailleurs d'une équipe spéciale traitant les questions liées à la CCNU. Elle a appelé l'attention sur le mémorandum d'accord signé entre l'EGS et la CEE le 26 avril 2018, qui permettra de renforcer l'application de la CCNU en Europe et ailleurs.

104. Erika Ingvald, du Service suédois d'études géologiques, a fait le point sur les directives de la CCNU en ce qui concerne les ressources minérales de la sous-région nordique (EGRC-9/2018/INF.3).

105. Frank Mugenyi (Commission de l'Union africaine) a communiqué des informations actualisées sur l'Agenda 2062, sur la Vision africaine des mines et sur l'importance du Système de classification et de gestion africain des ressources minérales et énergétiques basé sur la CCNU (AMREC-CCNU) et de son Code panafricain de notification des ressources et des réserves (PARC) pour le développement durable des ressources minérales et énergétiques en Afrique, qui est en cours d'élaboration. Tunde Arisekola (NGSA), Aberra Mogessie (Groupe de travail sur l'AMREC et consultant pour le Centre africain de développement minier) et Frank Mugenyi (Commission de l'Union africaine) ont fait le point sur le Système CCNU-AMREC-PARC. En outre, le 23 avril 2018 à Genève, un atelier a été organisé à ce sujet par la Commission de l'Union africaine et le Centre africain de développement minier. La Commission de l'Union africaine fournira un appui aux travaux sur le Système CCNU-AMREC-PARC. Une ébauche de ce système a été faite, et un document en bonne et due forme sera produit courant 2018.

106. Wang Yongxiang a fait le point, au nom du Département de l'administration des ressources minérales et des réserves de la République populaire de Chine, sur l'état d'avancement du projet de document-relais entre la classification chinoise des ressources minérales et pétrolières et la CCNU. Les documents-relais ont été rendus accessibles au public pour commentaires en février et avril 2018. Aucune révision majeure n'a été envisagée et ils seront soumis au Comité de l'énergie durable pour approbation en septembre 2018.

107. Amita Swamidharma, représentant indonésien auprès de CRIRSCO, a communiqué des informations actualisées sur le code de 2017 du Comité indonésien des réserves en minerais (KCMD).

108. Tawatchai Chualaowanich, du Bureau thaïlandais des ressources minérales, a fait le point sur l'état d'avancement de l'application de la CCNU en Thaïlande.

109. Le Président de la Commission nationale ukrainienne des ressources minérales, Georgii Rudko, a présenté des informations à jour sur le système de classification ukrainien et sa conformité avec la CCNU.

110. Le Groupe d'experts a pris note de l'avancée de divers projets au niveau de l'UE pour faire appliquer la CCNU et a demandé à être informé de l'évolution de la situation à sa dixième session. Il a recommandé que des directives pour l'application de la CCNU en ce qui concerne les ressources minérales en Finlande, en Norvège et en Suède soient mises en œuvre dans ces pays, et utilisées comme point de départ par les autres pays qui envisageraient d'appliquer la CCNU. Il a également recommandé d'examiner la mise en œuvre de la CCNU dans d'autres pays européens.

111. Le Groupe d'experts a pris note des progrès réalisés par le Centre africain de développement minier dans l'élaboration du Système CCNU-AMREC-PARC et a demandé qu'une première ébauche soit présentée à la dixième session.

XIII. Révision de la Classification-cadre des Nations Unies pour les ressources (point 11 de l'ordre du jour)

112. Le Groupe d'experts a débattu de la nécessité de réviser la CCNU, en particulier en raison de l'accent mis actuellement sur les objectifs de développement durable et l'élargissement de son application aux sources d'énergie renouvelables, aux projets d'injection et aux ressources anthropiques. Le document d'orientation sur les questions sociales et environnementales, les recommandations sur l'axe G et les directives à l'intention de l'évaluateur doivent en outre être incorporés dans les principes et spécifications génériques de la CCNU.

113. L'Équipe spéciale chargée de la révision de la CCNU se compose de : David MacDonald (Président de l'Équipe spéciale et Président du Groupe d'experts), Kjell Reidar Knudsen (NPD), Jim Ross (expert indépendant) et du Secrétaire du Groupe d'experts. Elle sera élargie afin que toutes les parties prenantes et les utilisateurs finals de la CCNU soient représentés.

114. Le Groupe d'experts a demandé que les travaux de révision de la CCNU soient examinés et qu'un projet de version révisée des principes et des spécifications génériques de la CCNU soit élaboré en vue d'être présenté à la dixième session. Il a en outre demandé aux groupes de travail sectoriels d'élaborer ou de mettre à jour des spécifications, des directives et des pratiques optimales pour la gestion durable des ressources sur la base de toute révision.

115. Le Groupe d'experts a demandé au Bureau de définir la portée et les grandes lignes d'un modèle de gestion des ressources qui pourrait être utilisé et adapté par les parties prenantes afin d'établir des méthodes pour faciliter la gestion des ressources aux fins du développement durable. Il a en outre recommandé que cette ébauche sous-tende un ensemble d'études de cas sur les pratiques actuelles de diverses parties prenantes dans tous les secteurs, si possible, et ce dans l'optique de mettre en place un modèle permettant de faciliter la gestion des ressources en vue du développement durable.

116. Le Groupe d'experts a demandé au Bureau d'établir un mandat révisé et de le présenter au Comité de l'énergie durable à sa vingt-septième session, en même temps qu'une demande visant à renommer le Groupe d'experts « Groupe d'experts sur la gestion des ressources », afin qu'apparaisse plus clairement l'impératif que constitue la gestion des ressources en vue d'atteindre les objectifs du Programme 2030.

XIV. Projets extrabudgétaires et stratégie de mobilisation des ressources (point 12 de l'ordre du jour)

Document(s) : EGRC-9/2018/INF.5 – Document de séance non officiel : Project on Integrated energy and water resource management in support of sustainable development in South-east Europe and Central Asia, *en date du 12 avril 2018*

EGRC-9/2018/INF.6 – Document de séance non officiel : Project on improving national capacities of Central Asian countries to harmonize and implement internationally applicable system of classification and sustainable management of energy and mineral resources, *en date du 12 avril 2018*

117. Le Conseiller régional de la CEE pour l'énergie a fait le point sur le projet de Compte de l'ONU pour le développement relatif à la gestion intégrée des ressources en énergie et en eau à l'appui du développement durable en Europe du Sud-Est et en Asie centrale (EGRC-9/2018/INF.5) et sur le projet financé par la Fédération de Russie relatif à l'amélioration des capacités nationales des pays d'Asie centrale aux fins de l'harmonisation et de la mise en place d'un système de classification et de gestion durable des ressources énergétiques et minérales qui soit applicable à l'échelle mondiale (EGRC-9/2018/INF.6).

118. Le Directeur de la Division de l'énergie durable a présenté dans ses grandes lignes la proposition de projet visant à obtenir un financement extrabudgétaire pour permettre la poursuite des travaux menés dans le cadre de la CCNU, en relevant tant les difficultés à surmonter que les occasions à saisir.

119. Les membres du Groupe de travail chargé de la dotation en ressources sont : David MacDonald (BP et Président), Vitor Correia (Fédération européenne des géologues), Sigurd Heiberg (PETRAD), Julian Hilton (Aleff Group), Michael Lynch-Bell (KAZ Minerals), Satinder Purewal (Polestar Oil&Gas et Imperial College), le Directeur de la Division de l'énergie durable et le Secrétaire du Groupe d'experts.

120. Le Groupe d'experts est convenu de collaborer avec le Bureau pour rechercher des donateurs et mobiliser des financements extrabudgétaires à titre prioritaire.

121. Le Groupe d'experts s'est félicité de la poursuite des projets de renforcement des capacités qui appuient l'application de la CCNU, en particulier : a) du projet relatif à l'amélioration des capacités nationales des pays d'Asie centrale aux fins de l'harmonisation et de la mise en place d'un système de classification et de gestion durable des ressources énergétiques et minérales qui soit applicable à l'échelle mondiale (financé par la Fédération de Russie) ; b) du projet relatif à la gestion intégrée des ressources en énergie et en eau à l'appui du développement durable en Europe du Sud-Est et en Asie centrale (financé par le Compte de l'ONU pour le développement) et de la proposition de fonds d'affectation spéciale de la CCNU, et a demandé aux membres du Groupe d'experts d'appuyer les projets et d'y participer.

XV. Autonomisation des femmes dans la gestion des ressources (point 13 de l'ordre du jour)

122. Le Groupe d'experts a examiné les questions relatives à l'égalité des sexes dans le domaine de la gestion durable des ressources. Une réunion a été organisée pour traiter tout un éventail de questions liées à l'intérêt de prendre en considération la diversité et l'inclusivité dans le secteur de la gestion des ressources. Y ont participé David MacDonald

(Président du Groupe d'experts) en qualité de modérateur, Kerstin Brinnen (Swedish Association of Mines, Mineral and Metal Producers (Svemin)), Kim Chi Tran-Gulbrandsen (PETRAD), M^{me} Malinka Koparanova (CEE), Carrie McClelland (Colorado School of Mines) et Jennifer McCoy (EY).

123. Le Groupe d'experts a noté les effets bénéfiques très importants de la diversité et de l'inclusion dans le domaine de la gestion des ressources ; il a recommandé au Bureau de suivre les progrès réalisés pour améliorer la prise en compte des femmes dans ce secteur et de l'en informer à sa dixième session. Il a également recommandé au Bureau de veiller à ce que la composition, les plans de travail et les activités des différents Groupes de travail dans le domaine de la gestion des ressources reflètent les principes de diversité et d'intégration.

XVI. Éducation et sensibilisation (point 14 de l'ordre du jour)

Document(s) : EGRC-9/2018/INF.4 – Document de séance non officiel : Promotion and outreach activities of the Communications Working Group in 2017-2018, en date du 19 avril 2018

124. La Coprésidente du Groupe de travail chargé des communications, Carolina Coll, a fait le point sur les activités et les travaux menés par le Groupe de travail depuis la huitième session du Groupe d'experts.

125. Les membres du Groupe de travail chargé des communications sont : John Brooks (Association américaine de géologues pétroliers – Europe et Coprésident), Carolina Coll (SFI-Banque mondiale et Coprésidente), Benoît Charpentier (Total), Isabel Fernandez (Fédération européenne des géologues), Tana Garcia Lastra (Corporación de Reservas Estratégicas de Productos Petrolíferos (CORES)), Sigurd Heiberg (PETRAD), Jennifer McCoy (EY), Yang Hua (RIPED, CNPC), le Président et le Secrétaire du Groupe d'experts.

126. Bianca Derya Neumann, stagiaire à la CEE, a fait le point sur la quatrième édition des Meggen Raw Material Days, qui s'est tenue du 12 au 14 septembre 2018 à Lennestadt-Meggen, en Allemagne.

127. Le Groupe d'experts a recommandé qu'une séance de sensibilisation et de formation sur la CCNU soit organisée le premier jour de la dixième session. Il a demandé au Groupe de travail chargé des communications d'élaborer une stratégie révisée de promotion, de sensibilisation et de communication, notamment pour repérer de nouvelles parties prenantes, et a relevé que la mise en œuvre de la stratégie serait subordonnée à l'existence de ressources extrabudgétaires.

XVII. Coopération avec d'autres organisations (point 15 de l'ordre du jour)

Document(s) : EGRC-9/2018/INF.4 – Document de séance non officiel : Promotion and outreach activities of the Communications Working Group in 2017-2018, en date du 19 avril 2018

128. Le Directeur exécutif de l'AIPG, Aaron Johnson, a donné un aperçu de l'AIPG et des possibilités de coopération avec le Groupe d'experts.

129. Le Groupe d'experts a pris note de la coopération accrue avec diverses organisations et a demandé que des informations actualisées à ce sujet soient présentées à la dixième session.

130. Le Groupe d'experts a noté avec satisfaction le mémorandum d'accord conclu entre la CEE et la Fédération européenne des géologues (6 novembre 2017)⁵ et entre la CEE et l'EGS (26 avril 2018), et l'accent mis sur la promotion de la CCNU dans ce cadre.

XVIII. Questions diverses (point 16 de l'ordre du jour)

131. Après un débat et un examen attentif, et au vu de l'élargissement du champ d'application de la CCNU, le Groupe d'experts a estimé que sa dixième session devrait se dérouler sur quatre jours, et inclure une séance d'information et de formation consacrée à la CCNU, le nombre de jours pouvant toutefois être réduit en fonction des points de l'ordre du jour à traiter.

132. Aucune autre question n'a été soulevée au titre de ce point.

XIX. Adoption des conclusions et recommandations (point 17 de l'ordre du jour)

Document(s) : EGRC-9/2018/INF.1 – Document de séance non officiel : Draft Conclusions and Recommendations for the Expert Group on Resource Classification Ninth Session

133. Les conclusions et recommandations ont été adoptées et sont consignées sous les différents points de l'ordre du jour auxquels elles se rapportent.

XX. Adoption du rapport et clôture de la session (point 18 de l'ordre du jour)

134. Le rapport de la session a été adopté sous réserve des modifications nécessaires d'ordre rédactionnel et de sa mise en forme.

⁵ http://www.unece.org/fileadmin/DAM/20171106_UNECE-EFG_MoU_final_signed.pdf.